



Amnesty International

DOCUMENT PUBLIC

ROYAUME DU CAMBODGE
Il est temps que justice soit rendue

CAS D'APPEL

Index AI : ASA 23/005/02

•
ÉFAI
•

ROYAUME DU CAMBODGE

Il est temps que justice soit rendue

CAS D'APPEL

Résumé *

Le Cambodge a traversé une période chaotique et douloureuse avec la guerre civile et le régime des Khmers rouges qui, entre avril 1975 et janvier 1979, a causé la mort de presque deux millions de personnes. Depuis la signature de l'Accord de paix de Paris, proposé par l'Organisation des Nations unies (ONU) en 1991, des efforts considérables – notamment sur le plan de l'aide internationale – ont été mis en œuvre afin d'aider le Cambodge à se développer et à reconstruire ses institutions.

Malgré cela, l'état lamentable d'un système judiciaire déficient qui manque d'impartialité et d'indépendance continue d'empêcher toute réelle amélioration en matière de promotion et de protection des droits humains au Cambodge.

Au cours de la dernière décennie, des centaines d'homicides à caractère politique ont été signalés, ayant eu pour victimes des hommes politiques, des journalistes, des femmes, des enfants, des Vietnamiens de souche, des membres de partis politiques et de simples citoyens et il a été fait état de tortures et de mauvais traitements commis par des agents des forces de sécurité. Dans la plupart des cas, personne n'a été traduit en justice.

Les autorités doivent montrer, en prenant des mesures concrètes, qu'elles sont déterminées à enquêter efficacement sur toutes les allégations de violations des droits humains et à traduire en justice les responsables présumés de tels actes, dans le respect des normes d'équité. Il ne pourra être mis fin au climat d'impunité qui règne de façon persistante au Cambodge que lorsque la justice deviendra une réalité dans ce pays, aussi bien pour les victimes que pour les auteurs des violations des droits fondamentaux.

* La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre KINGDOM OF CAMBODIA. Still waiting for justice: Appeal cases. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - octobre 2002.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI – IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

Les cinq cas d'appel présentés dans ce rapport attirent l'attention sur des affaires de graves violations des droits humains qui ont été commises au cours de la dernière décennie et dans lesquelles justice n'a pas été rendue. Ils portent sur les cas des personnes suivantes. Lam Han, une Vietnamiennne, a été arrêtée et torturée durant sa détention en juin 1996 ; au cours de son procès, le juge n'a tenu aucun compte de ses allégations concernant des actes de violence qui lui avaient été infligés par des policiers. Au moins 16 personnes ont été tuées et plus de cent autres blessées dans l'explosion de quatre grenades lancées contre une manifestation pacifiste organisée par un parti politique d'opposition en mars 1997. Six enfants ont été tués et six autres blessés en septembre 1996 dans l'explosion d'une roquette B-40 lancée par un soldat contre le stand d'un marchand de glaces autour duquel ils étaient regroupés. Thun Bun Ly, rédacteur en chef d'un journal et militant d'un parti politique a été assassiné en mai 1996. Hor Sok, un représentant du gouvernement, et plus de 53 autres personnes ont été tués à la suite d'une violente crise politique qui a éclaté en juillet 1997.

Amnesty International publie ce document pour rappeler au gouvernement cambodgien les graves violations des droits humains restées impunies et pour l'exhorter à prendre sans délai des mesures afin que des enquêtes efficaces soient menées sur ces agissements et afin que leurs auteurs soient traduits en justice et jugés en toute impartialité.

ROYAUME DU CAMBODGE

Il est temps que justice soit rendue aux victimes de l'attentat à la grenade de 1997

**« *Tout citoyen Khmer jouit de la liberté d'expression [...] et de réunion.* »
(Article 41 de la Constitution du Royaume du Cambodge)**

Chanty Pheakdey (f), treize ans, lycéenne ; Chea Nang (h), vingt-sept ans ; Chet Duong (h), journaliste et membre du Parti de la nation khmère (PNK) ; Han Mony (h), trente-trois ans, garde du corps de Sam Rainsy, dirigeant du PNK ; Nam Thi (h), quarante-deux ans ; Ros Kea (h), treize ans, lycéen ; Sam Sarin (h), ouvrier et membre du PNK ; Sok Kheng (f), vingt ans, étudiante ; Yoeun Yorn (h), vingt-deux ans, étudiant ; Yong Sok Noeuv (f), dix-neuf ans, Yos Seam (f), trente-six ans, et Yong Srey (f), vingt-deux ans, ouvrières dans une usine de textile

Les 12 personnes indiquées ci-dessus ont trouvé la mort le 30 mars 1997 dans l'explosion de quatre grenades lancées contre une manifestation pacifique qui se déroulait devant l'Assemblée nationale, à Phnom Penh. À la connaissance d'Amnesty International, cet attentat a fait au moins 16 morts et plus de cent blessés, dont de nombreux blessés graves. Bien que cet acte ait été condamné par les autorités et qu'il ait fait l'objet d'au moins deux enquêtes, personne n'a été déféré à la justice.

La manifestation avait été organisée par le Parti de la nation khmère (PNK), un parti d'opposition politique dirigé par Sam Rainsy, célèbre adversaire du gouvernement (ce parti est aujourd'hui appelé Parti de Sam Rainsy). Cette manifestation, organisée pour protester contre le système judiciaire, avait été officiellement autorisée par les autorités. Le dimanche 30 mars, environ 170 personnes s'étaient rassemblées à 7 h 40 au quartier général du PNK et avaient défilé jusqu'à l'Assemblée nationale en brandissant des banderoles. Vers 8 h 20, quatre grenades ont été lancées par des individus au milieu de la foule. Des témoins oculaires déclarent avoir vu deux hommes s'enfuir en courant et traverser un groupe de soldats lourdement armés qui se tenaient à 200 mètres des manifestants. Des personnes présentes sur les lieux pensent que ces soldats appartenaient à la garde personnelle du second Premier ministre, Hun Sen.

* Traduction non officielle.

La vie de nombreux manifestants a été brisée par cet attentat. Les victimes ont subi de terribles souffrances, qu'il s'agisse de celles qui ont perdu la vie, de leurs proches ou de celles qui ont été blessées. Certaines des victimes, des ouvriers et des étudiants pour la plupart, ont été si gravement blessées que leur état nécessiterait un suivi et des soins médicaux à vie, dans un pays où il est difficile d'obtenir des soins de qualité à un prix abordable et où la population est majoritairement pauvre. Au nombre des blessés figuraient 22 journalistes ainsi qu'un nombre non précisé d'ouvriers de l'industrie textile. Ces derniers avaient pris part à la manifestation en raison du soutien que leur avait apporté le PNK au cours d'une série de grèves visant à obtenir une augmentation des salaires et une amélioration des conditions de travail.

Le climat d'impunité qui prévaut dans le pays depuis une décennie et dont bénéficient les responsables d'atteintes aux droits humains trouve une nouvelle illustration tragique dans cette affaire où les autorités n'ont pas rendu justice aux victimes et à leurs proches.

Le Cambodge a traversé une période chaotique et douloureuse avec la guerre civile et le régime des Khmers rouges qui, entre avril 1975 et janvier 1979, a causé la mort de plus d'un million de personnes. Depuis l'Accord de paix de Paris de 1991, des efforts considérables – notamment sur le plan de l'aide internationale – ont été mis en œuvre afin d'aider le Cambodge à se développer et à reconstruire ses institutions. Malgré cela, l'état lamentable d'un système judiciaire déficient qui manque d'impartialité et d'indépendance continue d'empêcher toute amélioration réelle de la situation des droits humains. Au cours de la dernière décennie, des centaines d'homicides à caractère politique ont été signalés, ayant eu pour victimes des hommes politiques, des journalistes, des femmes, des enfants, des Vietnamiens de souche, des membres de partis politiques et de simples citoyens. Il faut que ceux qui commettent des violations des droits humains au Cambodge sachent qu'ils seront tenus de rendre des comptes. Le climat d'impunité qui règne actuellement ne prendra fin que lorsque la justice deviendra une réalité pour tout le monde au Cambodge, tant pour les victimes que pour les auteurs de violations des droits humains.

***Appelez les autorités cambodgiennes à prendre
les mesures nécessaires pour que justice soit faite,
en écrivant aux responsables suivants :***

Premier ministre :

*Hun Sen, Premier ministre
Bureau du Premier ministre
Phnom Penh, Cambodge*

Ministre de la Justice :

*Neav Sithong
Ministre de la Justice
Ministère de la Justice
Boulevard Samdech Sothearos
Phnom Penh, Cambodge*

Vice-Premier ministre

et co-ministre de l'Intérieur :

*Sar Kheng
Vice-Premier ministre et co-ministre
de l'Intérieur
Ministère de l'Intérieur
275 Boulevard Norodom
Phnom Penh, Cambodge*

***Conseiller spécial du Premier ministre
et président de la Commission des
droits humains :***

*Om Yientheng
Conseiller spécial du Premier ministre
et président de la Commission des droits
humains
Bureau du Conseil des ministres
Phnom Penh, Cambodge*

Dans vos lettres :

- dites-vous préoccupés par le fait qu'aucune des enquêtes menées sur l'attentat à la grenade de 1997 n'a été rendue publique et n'a permis de déférer à la justice les responsables présumés ;
- demandez instamment aux autorités de respecter les articles 38 et 41 de la Constitution cambodgienne en ouvrant une enquête exhaustive, dont les résultats seront rendus publiques, et en exerçant des poursuites pénales impartiales contre les responsables présumés, conformément aux normes internationales relatives à l'équité des procès ;
- dites-vous préoccupé par le climat d'impunité qui prévaut au Cambodge et par l'absence persistante de justice pour les habitants de ce pays ;
- appelez les autorités à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que soient menées des enquêtes exhaustives et indépendantes sur toutes les allégations faisant état d'exécutions extrajudiciaires et de violations des droits humains, afin que les responsables présumés soient jugés équitablement par des tribunaux indépendants.

***Il faut juger les crimes commis par le passé
pour restaurer la confiance dans l'avenir.***

ROYAUME DU CAMBODGE

Il est temps que justice soit rendue à Hor Sok

Hor Sok avait quarante-cinq ans lorsqu'il a été l'une des nombreuses victimes des exécutions illégales perpétrées au Cambodge à la suite d'une violente crise politique survenue en juillet 1997. Son cas est atypique puisque le gouvernement a ouvert une enquête sur les circonstances de sa mort et a reconnu qu'il avait été exécuté de manière extrajudiciaire – fait pratiquement sans précédent au Cambodge où les violations des droits humains restent impunies. Cependant, personne n'a encore été reconnu coupable de sa mort ou de celle d'autres victimes.

À la fin du mandat de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), en septembre 1993, les représentants des Nations unies se sont retirés et un gouvernement de coalition est arrivé au pouvoir. L'APRONUC avait été chargée de surveiller le passage à un gouvernement élu, conformément à l'Accord de paix de Paris, et de superviser le déroulement des élections de mai 1993. Le mandat du gouvernement de coalition s'est déroulé dans un climat de tensions politiques et d'insécurité, qui a entraîné une forte détérioration de la situation des droits humains, encore aggravée par le problème latent de l'impunité pour les auteurs d'atteintes aux droits fondamentaux. Des responsables de la police et de l'armée impliqués dans des violations des droits humains n'ont jamais été déférés à la justice. La série d'incidents et de divisions politiques qui se sont succédé a conduit au coup de force du week-end des 5 et 6 juillet 1997, à Phnom Penh et dans ses alentours, qui a lui-même entraîné l'exécutions illégale de plus de 50 personnes.

Ce week-end-là, les forces armées soutenant Hun Sen, qui était alors le second Premier ministre, et son parti politique, le *Pracheachon* (Parti du peuple cambodgien, PPC), ont lancé des attaques violentes et soutenues contre les forces fidèles au prince Norodom Ranariddh, alors premier Premier ministre, et son parti, le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC). Plus de 40 personnes, y compris des civils, ont été tuées et plus de 200 blessées au cours de ces affrontements.

Les forces fidèles au prince Ranariddh ont été rapidement battues et des centaines de personnes ont été arrêtées et détenues immédiatement après les combats. Il est vite apparu que certaines des personnes arrêtées avaient été exécutées de manière extrajudiciaire, notamment des hauts responsables des forces armées et des services de sécurité appartenant au FUNCINPEC.

Hor Sok était secrétaire d'État auprès du ministère de l'Intérieur et occupait un poste haut placé au sein des services de sécurité du FUNCINPEC. Lorsque les troubles ont éclaté à Phnom Penh, il s'est réfugié dans une ambassade étrangère en attendant de trouver un pays qui accepterait de lui accorder l'asile. Il a été arrêté le 7 juillet 1997, aussitôt après être sorti de l'ambassade, et a été conduit dans les locaux du ministère de l'Intérieur. Il y a été interrogé et exécuté le jour même. Le lendemain, au petit matin, son corps a été transporté dans un *Wat* (temple) par un groupe d'hommes armés en tenue de combat. Ils ont donné l'ordre d'incinérer immédiatement le corps sans autorisation officielle.

Dans un premier temps, les autorités ont affirmé que Hor Sok s'était suicidé au cours de sa détention mais il a par la suite été reconnu qu'il avait été abattu par des personnes qui « *lui en voulaient* ». Le 14 juillet 1997, une commission a été créée pour enquêter sur la mort de Hor Sok. Le 24 juillet 1997, trois hauts responsables de la police ont été suspendus pour une durée indéterminée parce qu'ils n'avaient pas assuré sa protection. Ils ont tous été rétablis dans leurs fonctions en septembre 1997 à la demande du directeur général de la police nationale, qui a lui-même été impliqué de manière non officielle dans ce meurtre. Aucune autre mesure n'a été prise pour établir les responsabilités en ce qui concerne sa mort.

Le Cambodge a traversé une période chaotique et douloureuse avec la guerre civile et le régime des Khmers rouges qui, entre avril 1975 et janvier 1979, a causé la mort de plus d'un million de personnes. Depuis l'Accord de paix de Paris de 1991, des efforts considérables – notamment sur le plan de l'aide internationale – ont été mis en œuvre afin d'aider le Cambodge à se développer et à reconstruire ses institutions. Malgré cela, l'état lamentable d'un système judiciaire déficient qui manque d'impartialité et d'indépendance continue d'empêcher toute amélioration réelle de la situation des droits humains. Au cours de la dernière décennie, des centaines d'homicides à caractère politique ont été signalés, ayant eu pour victimes des hommes politiques, des journalistes, des femmes, des enfants, des Vietnamiens de souche, des membres de partis politiques et de simples citoyens. Il faut que ceux qui commettent des violations des droits humains au Cambodge sachent qu'ils seront tenus de rendre des comptes. Le climat d'impunité qui règne actuellement ne prendra fin que lorsque la justice deviendra une réalité pour tout le monde au Cambodge, tant pour les victimes que pour les auteurs de violations des droits humains.

***Appelez les autorités cambodgiennes à prendre
les mesures nécessaires pour que justice soit faite,
en écrivant aux responsables suivants :***

Premier ministre :

*Hun Sen, Premier ministre
Bureau du Premier ministre
Phnom Penh, Cambodge*

Ministre de la Justice

*Neav Sithong
Ministre de la Justice
Ministère de la Justice
Boulevard Samdech Sothearos
Phnom Penh, Cambodge*

Vice-Premier ministre

et co-ministre de l'Intérieur :

*Sar Kheng
Vice-Premier ministre et co-ministre
de l'Intérieur
Ministère de l'Intérieur
275 Boulevard Norodom
Phnom Penh, Cambodge*

Dans vos lettres :

- rappelez aux autorités que personne n'a été traduit en justice pour l'exécution extrajudiciaire de Hor Sok, perpétrée le 7 juillet 1997, ni pour aucun des 50 autres homicides commis à la même époque ;
- dites-vous préoccupé par le climat d'impunité qui prévaut au Cambodge et par l'absence persistante de justice pour les habitants de ce pays ;
- exhorte les autorités à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que des enquêtes exhaustives et indépendantes soient menées sur toutes les allégations d'exécutions extrajudiciaires et de violations des droits humains, afin que les responsables présumés de ces agissements soient jugés équitablement par des tribunaux indépendants.

***Il faut juger les crimes commis par le passé
pour restaurer la confiance dans l'avenir.***

ROYAUME DU CAMBODGE

Il est temps que justice soit rendue aux enfants de Krang Kontroul

« Nous voulons savoir pourquoi toutes ces personnes ont été tuées dans notre village et où est la justice quand le gouvernement ne fait rien pour arrêter ça ? Il permet tout simplement à ces gens de commettre sans arrêt les mêmes exactions et on vit constamment dans la peur. Quand des personnes sont tuées comme si elles étaient des animaux, des poulets ou des canards, et que le gouvernement ne fait rien, on a peur ... Je veux que vous fassiez tout ce que vous pouvez pour faire parvenir ce message au gouvernement ... Nous voulons que justice soit rendue. »

Ces paroles sont celles d'une personne ayant assisté aux terribles événements qui se sont déroulés le 18 septembre 1996 au village de Krang Kontroul, dans la province de Kompong Chhnang, où six enfants ont été tués après qu'un soldat ivre eut tiré une roquette B-40 sur la boutique de glaces où ils s'étaient réunis. Ces six enfants – un garçon et cinq filles – étaient âgés de deux à huit ans. En outre, six autres enfants et une jeune femme qui tentait de protéger sa nièce ont été blessés par l'explosion. Six ans après cette tragédie, les villageois de Krang Kontroul n'ont toujours pas obtenu justice et la mort de leurs enfants demeure impunie.

Rappel des faits

En août 1996, une cinquantaine de soldats sont arrivés dans le village de Krang Kontroul. Ils appartenaient à une unité interarmes des Forces de la région militaire spéciale qui sont placées sous le commandement du ministère de la Défense. Les soldats ont dit aux habitants qu'ils étaient venus au village pour les protéger des Khmers rouges, qui avaient opéré peu de temps auparavant dans cette partie de la province de Kompong Chhnang. Les soldats ont pris quartier dans les maisons des villageois, et ils se sont montrés indisciplinés dès leur arrivée, volant de la nourriture ainsi que de l'argent, et se rendant même coupable d'agression et de viol.

Vers midi, le 18 septembre, quelques enfants du village s'étaient rassemblés comme d'habitude près d'une boutique qui vendait des boissons et des glaces lorsque cinq soldats lourdement armés, dont certains appartenaient à l'unité interarmes des Forces de la région militaire spéciale, sont arrivés. Ils avaient apparemment beaucoup bu et étaient déjà ivres lorsqu'ils sont venus s'asseoir devant la boutique. D'après les témoignages recueillis, une querelle a soudain éclaté entre les soldats, et l'un d'eux, qui appartenait à l'unité interarmes, a tiré au-dessus de la tête de ses compagnons une roquette B-40 qui a atteint le groupe d'enfants.

Le soldat qui avait tiré avec son lance-roquettes s'est enfui immédiatement après l'explosion. Ses quatre compagnons étaient au nombre des blessés. Comme les villageois arrivaient sur les lieux, les soldats blessés ont tiré en l'air et aux pieds des villageois, leur ordonnant de laisser les enfants et de les transporter d'abord, eux et leur équipement, jusqu'à la base où se trouvait leur commandant. D'autres témoins ont confirmé que les soldats blessés tiraient dans l'intention délibérée d'intimider les villageois, pour les contraindre à les aider d'abord.

Des dédommagements insignifiants et une justice absente

Chacune des trois familles auxquelles appartenaient les enfants tués a reçu 50 000 riels (environ 20 euros) et un sac de 50 kilogrammes de riz du commandant de l'unité interarmes. Le plus âgé des enfants, Chun, était un garçon de huit ans. Deux filles, Na et Naak, âgées respectivement de sept et cinq ans, appartenaient à une autre famille, et Chann, Chim et Chuoan, trois fillettes âgées de six, trois et deux ans, à une troisième. Les familles des six enfants qui avaient été blessés par l'explosion n'ont reçu aucun dédommagement, ni la moindre aide financière destinée à couvrir leurs frais médicaux.

Un groupe de villageois a déposé une plainte auprès du gouverneur de la province, mais les habitants sont demeurés intimidés et effrayés par la présence de l'unité interarmes, qui avait pris position dans un village voisin, jusqu'à ce qu'une autre unité, appartenant aux forces du district, s'installe à Krang Kontroul.

Malgré l'intervention d'Amnesty International, du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour les droits de l'homme au Cambodge, et du roi Norodom Sihanouk – qui a appelé les deux Premiers ministres à prendre les mesures appropriées pour que « *notre population et nos enfants* » soient protégés et que les responsables de ces atrocités soient traduits en justice et punis –, une seule personne a été arrêtée. Il s'agissait du commandant de l'unité interarmes impliquée dans le massacre de Krang Kontroul, qui a été condamné à une peine d'un an d'emprisonnement pour avoir mutilé le corps d'un des enfants tués. On pense que des mandats d'arrêt ont été décernés contre les soldats mis en cause, mais les responsables sont toujours en liberté.

Ces événements tragiques illustrent de manière poignante l'insécurité et la peur auxquelles ont été confrontés des membres de la population cambodgienne à diverses périodes de la dernière décennie, souvent du fait de l'armée et de la police.

Le Cambodge a traversé une période chaotique et douloureuse avec la guerre civile et le régime des Khmers rouges qui, entre avril 1975 et janvier 1979, a causé la mort de plus d'un million de personnes. Depuis l'Accord de paix de Paris de 1991, des efforts considérables – notamment sur le plan de l'aide internationale – ont été mis en œuvre afin d'aider le Cambodge à se développer et à reconstruire ses institutions. Malgré cela, l'état lamentable d'un système judiciaire déficient qui manque d'impartialité et d'indépendance continue d'empêcher toute amélioration réelle de la situation des droits humains. Au cours de la dernière décennie, des centaines d'homicides à caractère politique ont été signalés, ayant eu pour victimes des hommes politiques, des journalistes, des femmes, des enfants, des Vietnamiens de souche, des membres de partis politiques et de simples citoyens. Il faut que ceux qui commettent des violations des droits humains au Cambodge sachent qu'ils seront tenus de rendre des comptes. Le climat d'impunité qui règne actuellement ne prendra fin que lorsque la justice deviendra une réalité pour tout le monde au Cambodge, tant pour les victimes que pour les auteurs de violations des droits humains.

***Appelez les autorités cambodgiennes à prendre
les mesures nécessaires pour que justice soit faite,
en écrivant aux responsables suivants :***

Premier ministre :

*Hun Sen, Premier ministre
Bureau du Premier ministre
Phnom Penh, Cambodge*

Vice-Premier ministre

et co-ministre de l'Intérieur :

*Sar Kheng
Vice-Premier ministre et co-ministre
de l'Intérieur
Ministère de l'Intérieur
275 Boulevard Norodom
Phnom Penh, Cambodge*

Conseiller spécial du Premier

ministre et président de la

Commission des droits humains :

*Om Yientheng
Conseiller spécial du Premier ministre
et président de la Commission des droits
humains
Bureau du Conseil des ministres
Phnom Penh, Cambodge*

Dans vos lettres :

- demandez instamment qu'une enquête soit ouverte sans délai afin de déterminer pourquoi n'ont toujours pas été traduits en justice les membres d'une unité militaire soupçonnés d'avoir tué et blessé des enfants le 18 septembre 1996 au village de Krang Kontroul, dans la province de Kompong Chhnang ;
- exhorte les autorités à déférer à la justice les responsables présumés de ces agissements dans le respect des normes internationales d'équité ;
- dites-vous préoccupé par le climat d'impunité qui prévaut au Cambodge et par l'absence persistante de justice pour les habitants de ce pays ;
- appelez les autorités à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que soient menées des enquêtes exhaustives et indépendantes sur toutes les allégations faisant état d'exécutions extrajudiciaires et de violations des droits humains, afin que les responsables présumés soient jugés équitablement par des tribunaux indépendants.

***Il faut juger les crimes commis par le passé
pour restaurer la confiance dans l'avenir.***

ROYAUME DU CAMBODGE

Il est temps que justice soit rendue à Lam Han

Vous trouverez ci-dessous le récit de ce qui est arrivé à Lam Han, une Vietnamiennne qui a été arrêtée à Battambang, dans le nord-est du Cambodge, alors qu'elle se rendait chez sa sœur. Bien que ce soit en 1996 que Lam Han a été victime d'actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements en garde à vue, son histoire reste un exemple éloquent de ce qui peut arriver en détention lorsque les garanties juridiques destinées à assurer la protection des suspects sont insuffisantes. Le refus du juge de prendre en compte, lors de son procès, ses allégations d'actes de violence commis par la police, malgré des preuves matérielles, rappelle de façon consternante que toute personne arrêtée au Cambodge risque d'être maltraitée et de ne pas voir respecté son droit fondamental à réparation. Les sévices endurés par Lam Han en 1996 peuvent encore se reproduire aujourd'hui ; comme tant d'autres personnes au Cambodge, elle n'a pas obtenu justice.

En juin 1996, Lam Han, une Vietnamiennne de la province d'An Giang, au Viêt-Nam, âgée de quarante-huit ans, s'est rendue au Cambodge, à Battambang, afin de s'occuper de sa sœur qui était alors souffrante. Son mari et ses quatre enfants étaient restés au Viêt-Nam. Apprenant, à son arrivée, que sa sœur était déjà décédée, elle décida de rentrer chez elle le lendemain.

Le 18 juin 1996, Lam Han s'est rendue au marché de Battambang afin d'acheter un ticket de bus pour son retour. Là, des gens l'ont soudain accusée d'avoir volé le collier d'une personne. Ils se sont mis à la rouer de coups et ils l'ont ensuite conduite au poste de police local. Lam Han ne comprenait ni ne parlait le khmer, et il est probable que les violences qu'elle a endurées par la suite soient dues en partie à sa nationalité. Les Vietnamiens de souche qui vivent au Cambodge sont souvent la cible d'une discrimination de la part des autorités et de la population, qui se traduit parfois par des actes de violence.

Au poste de police, l'un des agents, qui parlait un peu le vietnamien, l'a accusée de vol, ce qu'elle a nié. Au cours de l'interrogatoire, elle a donné une réponse aux questions qu'elle comprenait, mais elle a été le plus souvent incapable de répondre. Comme elle ne répondait pas à la plupart des questions, un policier l'a menacée, en pointant un pistolet sur sa tête et en lui disant que si elle n'avouait pas, il l'abattrait et n'aurait pas d'ennuis pour autant. Puis elle a été battue, frappée à coups de poing et a reçu sur les jambes des coups assénés avec un bâton en bois. Elle a expliqué que quatre policiers étaient alors présents : l'un d'eux la

frappait et les autres lui tenaient les mains dans le dos. Au cours des deux jours qui ont suivi, elle a été rouée de coups à maintes reprises, mais elle ne se rappelle pas combien de fois exactement. Entre les passages à tabac, elle était détenue seule dans une pièce sombre, crasseuse et nauséabonde où il n'y avait ni toilettes, ni rien lui permettant de se laver. Elle n'avait droit qu'à deux petites tasses d'eau. Son sac lui avait été confisqué pendant sa garde à vue ; lorsqu'il lui a été rendu plus tard en prison, elle s'est aperçue qu'on lui avait volé tout son argent, quelques vêtements et des médicaments.

En 1996, la législation cambodgienne prévoyait qu'un suspect de droit commun pouvait être maintenu en garde à vue jusqu'à quarante-huit heures avant d'être déféré devant un tribunal pour être inculqué d'une infraction pénale. Avant l'expiration du délai de quarante-huit heures, Lam Han a déclaré qu'un policier lui avait injecté de force une substance inconnue et lui avait ordonné de prendre un flacon de pilules ; elle n'en a pris qu'une et a perdu connaissance. Elle pense qu'on lui a administré ces substances parce qu'elle hurlait de douleur en raison de ses blessures dues aux passages à tabac.

À ce moment, Lam Han ne comprenait pas ce qui se passait et ne savait pas où elle se trouvait. Elle a été transférée à la prison de Battambang et présentée devant le procureur et le juge d'instruction qu'elle pensait alors être des policiers. Elle a avoué avoir volé le collier, terrifiée à l'idée d'être à nouveau rouée de coups. L'instruction s'est déroulée en khmer, sans aucun interprète. Elle ne pouvait alors pas se déplacer à cause de ses blessures sur les jambes. Elle n'a pas reçu de soins médicaux. Lam Han est restée incarcérée dans cette prison jusqu'à sa comparution devant un tribunal, le 8 août 1996. Il n'y avait à nouveau pas d'interprète et son procès fut renvoyé au 9 septembre 1996. Au cours de cette audience, un interprète qu'elle comprenait difficilement lui a été attribué. Elle a plaidé non coupable. Elle a essayé de faire valoir le fait que la police lui avait infligé des mauvais traitements au cours de sa garde à vue et de présenter des preuves de ce qu'elle avançait mais le juge a refusé d'en tenir compte malgré son état physique. Elle a été condamnée à douze mois d'emprisonnement et une amende. Cinq mois après les sévices endurés en garde à vue, Lam Han portait encore des cicatrices sur les jambes. Aucune poursuite n'a été engagée contre les policiers ayant participé à ces mauvais traitements, malgré les déclarations qui ont été faites.

Le Cambodge a traversé une période chaotique et douloureuse avec la guerre civile et le régime des Khmers rouges qui, entre avril 1975 et janvier 1979, a causé la mort de plus d'un million de personnes. Depuis l'Accord de paix de Paris de 1991, des efforts considérables – notamment sur le plan de l'aide internationale – ont été mis en œuvre afin d'aider le Cambodge à se développer et à reconstruire ses institutions. Malgré cela, l'état lamentable d'un système judiciaire déficient qui manque d'impartialité et d'indépendance continue d'empêcher toute amélioration réelle de la situation des droits humains. Au cours de la dernière décennie, des centaines d'homicides à caractère politique ont été signalés, ayant eu pour victimes des hommes politiques, des journalistes, des femmes, des enfants, des Vietnamiens de souche, des membres de partis politiques et de simples citoyens. Il faut que ceux qui commettent des violations des droits humains au Cambodge sachent qu'ils seront tenus de rendre des comptes. Le climat d'impunité qui règne actuellement ne prendra fin que lorsque la justice deviendra une réalité pour tout le monde au Cambodge, tant pour les victimes que pour les auteurs de violations des droits humains.

***Appelez les autorités cambodgiennes à prendre
les mesures nécessaires pour que justice soit faite,
en écrivant aux responsables suivants :***

Premier ministre :

*Hun Sen, Premier ministre
Bureau du Premier ministre
Phnom Penh, Cambodge*

Ministre de la Justice :

*Neav Sithong
Ministre de la Justice
Ministère de la Justice
Boulevard Samdech Sothearos
Phnom Penh, Cambodge*

Vice-Premier ministre

et co-ministre de l'Intérieur :

*Sar Kheng
Vice-Premier ministre et co-ministre
de l'Intérieur
Ministère de l'Intérieur
275 Boulevard Norodom
Phnom Penh, Cambodge*

Dans vos lettres :

- Dites-vous préoccupés par les actes de torture et les autres formes de mauvais traitements infligés par la police à Lam Han, une Vietnamiennne, à Battambang, après son arrestation en juin 1996 ;
- faites part de votre inquiétude quant au fait qu'au cours de son procès le juge n'a tenu aucun compte de ses allégations concernant des actes de violence commis par la police, malgré des preuves matérielles ;
- dites-vous préoccupés par le fait que de telles violences peuvent encore se produire aujourd'hui, ainsi que par l'impunité qui continue de prévaloir au Cambodge et par l'absence persistante de justice pour les citoyens de ce pays ;
- exhorte les autorités à mettre en place des garanties concrètes pour empêcher la torture et les mauvais traitements en détention et à faire en sorte que des enquêtes efficaces soient menées sur toutes les allégations faisant état de tels actes, afin que les responsables présumés soient déférés à la justice.

***Il faut juger les crimes commis par le passé
pour restaurer la confiance dans l'avenir.***

ROYAUME DU CAMBODGE

Il est temps que justice soit rendue à Thun Bun Ly

« Je veux faire tout ce qui est en mon pouvoir pour que les Cambodgiens jouissent de la démocratie comme d'autres dans le monde... Il y a moins de démocratie lorsqu'on ne peut pas imprimer ce qu'on veut. »

Il s'agit de propos prononcés par Thun Bun Ly, rédacteur en chef d'un journal et membre actif d'un parti, six mois environ avant qu'il ne soit abattu à Phnom Penh, le 18 mai 1996. En novembre 1995, Thun Bun Ly avait déclaré à Amnesty International qu'il était inquiet pour sa sécurité en raison de ses activités. Il avait été suivi par des soldats et des policiers, avait reçu des menaces, mais était déterminé à continuer de publier son journal en dépit des difficultés pour trouver un imprimeur et du danger que lui faisaient courir ces activités. Une demi-heure avant sa mort, Thun Bun Ly avait téléphoné à un ami pour lui dire qu'il avait peur : il s'était aperçu qu'il avait été suivi jusque chez lui lorsqu'il avait quitté le domicile du célèbre opposant Sam Rainsy.

Thun Bun Ly a été tué après avoir quitté son domicile le matin, à 10 h 30. Il était monté à l'arrière d'une moto-taxi et avait été suivi par deux hommes en motocyclette. Le passager de la motocyclette qui le suivait lui a tiré dans le dos à trois reprises avec un pistolet K-59. Thun Bun Ly est tombé sur la route. Des témoins ont déclaré que le conducteur de la deuxième motocyclette semblait porter un uniforme tandis que le passager était en civil. Thun Bun Ly est mort dans la rue et son corps a été porté dans un temple bouddhiste. Selon certaines informations, des membres de la police municipale de Phnom Penh seraient venus au temple dans la matinée pour y extraire deux balles du corps de Thun Bun Ly et un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur serait passé dans l'après-midi pour retirer le troisième projectile. Personne ne sait ce que ces pièces à conviction sont devenues.

Au moment de sa mort, Thun Bun Ly était âgé de trente-neuf ans, il était marié et père de famille. Il était le rédacteur en chef d'un journal rédigé en khmer, l'*Oddomkete Khmae* (Idéal khmer), et membre du parti *Cheat Khmae* (Parti de la Nation khmère ou PNK). Ce dernier, appelé désormais le Parti de Sam Rainsy, est toujours dirigé par ce représentant important de l'opposition parlementaire.

Pourquoi Thun Bun Ly a-t-il été tué ?

Thun Bun Ly avait été à deux reprises poursuivi, reconnu coupable et condamné à une peine d'amende ou d'emprisonnement en raison d'articles publiés dans son journal qui étaient critiques à l'égard du gouvernement. Au moment de sa mort, il attendait que la Cour Suprême se prononce sur un appel de ses condamnations qu'il avait interjeté en dernier recours. Les restrictions à la liberté d'expression et d'association ont augmenté à partir du moment où le gouvernement a accédé au pouvoir en 1993, les journalistes et les rédacteurs en chef critiques à l'égard des autorités étant particulièrement pris pour cibles. Par exemple, Nuon Chan, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Samleang Yuvachen Khmer* (La Voix de la jeunesse khmère) a été abattu le 7 septembre 1994 ; il avait été mis en garde auparavant par les autorités qui n'appréciaient pas le contenu de son journal. Personne n'a jamais été traduit en justice pour ce meurtre non plus. Une grenade à main avait été jetée dans les bureaux du journal *Antarakhum* en mars 1994, blessant cinq personnes. Le journal était critique à l'égard de la politique menée par le gouvernement. Aujourd'hui les journalistes risquent toujours d'être inculpés d'infractions pénales et condamnés à des peines d'emprisonnement en application des lois relatives à la diffamation.

Il semble que Thun Bun Ly ait également été pris pour cible en raison de son action au profit du PNK. Ce parti avait été déclaré illégal peu de temps après sa création en novembre 1995 ; il avait cependant refusé de fermer ses bureaux et continuait de recruter des membres dans tout le pays. Le PNK était dirigé par Sam Rainsy, ancien ministre des Finances qui avait été limogé en octobre 1994 pour avoir ouvertement critiqué le gouvernement. Sam Rainsy a été exclu de son parti, le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), et de l'Assemblée nationale en juin 1995. Les autorités refusant de reconnaître le PNK comme un parti politique, Sam Rainsy l'a renommé en lui donnant le nom de Parti de Sam Rainsy : ce dernier est devenu aujourd'hui le troisième parti politique du Cambodge.

Amnesty International pense que Thun Bun Ly a été pris pour cible en raison de ses activités pacifiques dans la presse et de ses convictions politiques. Il fait partie de ces nombreuses personnes auxquelles justice n'a pas été rendue au cours des dix dernières années, ce qui entretient l'impunité pour les auteurs de violations des droits humains.

Le Cambodge a traversé une période chaotique et douloureuse avec la guerre civile et le régime des Khmers rouges qui, entre avril 1975 et janvier 1979, a causé la mort de plus d'un million de personnes. Depuis l'Accord de paix de Paris de 1991, des efforts considérables – notamment sur le plan de l'aide internationale – ont été mis en œuvre afin d'aider le Cambodge à se développer et à reconstruire ses institutions. Malgré cela, l'état lamentable d'un système judiciaire déficient qui manque d'impartialité et d'indépendance continue d'empêcher toute amélioration réelle de la situation des droits humains. Au cours de la dernière décennie, des centaines d'homicides à caractère politique ont été signalés, ayant eu pour victimes des hommes politiques, des journalistes, des femmes, des enfants, des Vietnamiens de souche, des membres de partis politiques et de simples citoyens. Il faut que ceux qui commettent des violations des droits humains au Cambodge sachent qu'ils seront tenus de rendre des comptes. Le climat d'impunité qui règne actuellement ne prendra fin que lorsque la justice deviendra une réalité pour tout le monde au Cambodge, tant pour les victimes que pour les auteurs de violations des droits humains.

***Appelez les autorités cambodgiennes à prendre
les mesures nécessaires pour que justice soit faite,
en écrivant aux responsables suivants :***

Premier ministre :

Hun Sen

Premier ministre

Bureau du Conseil des ministres

Phnom Penh, Cambodge

Ministre de l'Information :

Lu Lay Sreng

Ministre de l'Information

Ministère de l'Information

62 Boulevard Monivong

Phnom Penh, Cambodge

Vice-Premier ministre

et co-ministre de l'Intérieur :

Sar Kheng

Vice-Premier ministre et co-ministre

de l'Intérieur

Ministère de l'Intérieur

275 Boulevard Norodom

Phnom Penh, Cambodge

Dans vos lettres :

- dites-vous préoccupé par le fait que personne n'a été déféré à la justice pour l'homicide perpétré contre la personne du rédacteur en chef Thun Bun Ly le 18 mai 1996 et contre d'autres journalistes comme Nuon Chan (tué en septembre 1994) pour avoir critiqué de manière pacifique la politique du gouvernement au cours de la dernière décennie ;
- dites-vous préoccupé par le climat d'impunité qui prévaut au Cambodge et par l'absence persistante de justice pour les habitants de ce pays ;
- appelez les autorités à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que soient menées des enquêtes exhaustives et indépendantes sur toutes les allégations faisant état d'exécutions extrajudiciaires et de violations des droits humains, afin que les responsables présumés soient jugés équitablement par des tribunaux indépendants.

***Il faut juger les crimes commis par le passé
pour restaurer la confiance dans l'avenir.***

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre KINGDOM OF CAMBODIA. Still waiting for justice: Appeal cases. (Victims of the 1997 grenade attack ; Hor Sok ; The children of Krang Kontroul ; Lam Han ; Thun Bun Ly)

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - octobre 2002.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI – IS documents.

Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :
